Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article932

Budget : priorité à l'austérité !

- Actualité des luttes -

Date de mise en ligne : mercredi 24 octobre 2012

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Le gouvernement Hollande/Ayrault affiche une « priorité à l'éducation » pour légitimer sa politique de rigueur. Le projet de budget vient démentir cette communication.
Celui de l'Éducation nationale n'augmente réellement que de 0,6%. Pour 80000 postes supprimés en 5 ans, au plus 8800 seraient recréés. On est loin de la « reconstruction » du service public d'éducation. Et aucune mesure pour les salaires n'est envisagée. Ces politiques d'austérité doivent être stoppées. Il est temps de sortir de l'attentisme et de passer à l'action.

Des années de destruction scolaire ont rendu les conditions de travail insupportables pour les personnels et ont remis encore davantage en cause le droit à l'éducation égal pour tou-te-s. Le candidat Hollande et le PS ont fait campagne sur la « priorité à l'éducation ». Aujourd'hui, l'annonce du budget vient démentir cette opération de communication. Le site du Café Pédagogique en propose un décryptage.

Les moyens de l'éducation « augmentent » de 0,6% : moins que le PIB ou l'inflation

Le budget 2013 de l'Education nationale sera de 62,7 milliards. A première vue, cela correspond à une hausse de 2,9%. Mais, avec l'augmentation du nombre de retraité-e-s dont les pensions sont intégrées dans le budget global du ministère, le budget réellement affecté au fonctionnement du service public d'éducation n'augmente que de 300 millions. Ce qui fait seulement 0,6%. Le gouvernement prévoit pourtant une augmentation du PIB de 1,2%. Il projette donc que les capacités de l'Education nationale augmenteront moins que les richesses globales produites dans le pays. Par ailleurs, une inflation de 1,7 à 2% est annoncée pour 2013 : cela signifie que **les 0,6% d'augmentation du budget du MEN ne compenseront pas la hausse des prix, et qu'en valeur, les moyens du service public vont diminuer** ! Qui peut prétendre qu'il s'agit d'une priorité ? Qui osera dire qu'il s'agit d'une reconstruction ?

8781 postes : 11% des suppressions subies

Le ministère annonce 43450 recrutements l'an prochain, en deux concours. Le premier avec 22100 postes, pour des stagiaires en fonction à la rentrée 2013, avec une « formation » minimale prévue par le précédent gouvernement. Le second concours aura lieu en juin 2013, pour les épreuves d'admissibilité situées en fin de Master 1. En 2013-2014, en même temps qu'ils prépareront leur M2 et les épreuves d'admission, les étudiant-e-s effectueront, sous statut de contractuel, des stages en classe, à tiers temps payés un demi-salaire. Il s'agit donc de nouveaux emplois précaires, prenant la place de dispositifs existants qui correspondent actuellement à plus de 3000 postes. L'admission ayant lieu seulement en juin de l'année suivante, les reçu-e-s ne seront des fonctionnaires stagiaires qu'à la rentrée 2014. Comme en plus les postes budgétisés qui compensent les départs en retraite ne sont pas des créations de postes, seuls 8781 postes budgétaires sont réellement créés, soit 11% des 80000 suppressions subies ces dernières années.

Contre l'austérité, partage des richesses !

Il faut donc doublement dénoncer la supercherie qui consiste à prétendre qu'on privilégie l'éducation et à « justifier » à ce titre des suppressions de postes dans le reste de la fonction publique. L'éducation n'est pas prioritaire, et il est

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

de toute façon possible et indispensable de créer les postes pour répondre aux besoins dans tous les services publics. Cela suppose d'imposer une autre répartition des richesses. Le classement 2012 de Challenges montre par exemple que les 500 français-es les plus riches ont cumulé 267 milliards d'euros de gain. Soit quasiment autant que les recettes nettes de l'État en 2011 (271 milliards d'euros). On voit qu'il y a de quoi financer les services publics, la protection sociale, des augmentations de salaires...

Maintenant, construire les mobilisations

Pendant l'annonce du budget, la concertation pour « refonder » l'école se termine et révèle, comme nous le prévoyions, qu'il n'y aura pas de réorientation des politiques éducatives vers l'école égalitaire et émancipatrice que nous revendiquons. Au contraire, la logique de démantèlement libéral et de mise en concurrence se poursuit. Il est temps de sortir de l'attentisme : seule notre mobilisation pourra imposer des alternatives à l'austérité, dans l'éducation comme pour l'ensemble des services publics, des solidarités et des droits des salarié-e-s.

La fédération SUD éducation :

- Affirme la nécessité de construire un mouvement interprofessionnel pour des alternatives à l'austérité
- Soutient les mobilisations en cours dans l'éducation
- Propose aux fédérations syndicales de l'Éducation Nationale de se réunir pour élaborer une plateforme de revendications à faire aboutir par la mobilisation, sur le budget et sur les politiques éducatives

Communiqué de l'Union Syndicale Solidaires concernant le projet de budget de l'état 2013 : cliquez ici

Post-scriptum :

Communiqué fédéral en version PDF :